

Lyon SOCIALISTE

Organe hebdomadaire
DES TRAVAILLEURS
de la région de l'Est

ADRESSER les correspondances, manuscrits et communications diverses au citoyen BRUGNOT, secrétaire de la rédaction, rue de Sôze, 27.

Les annonces et les abonnements sont reçus par le citoyen PAYAN, secrétaire de l'administration, rue Masséna, 73.

Abonnements { Un mois » 50°
Trois mois 1f 50°
Un an 6f. »

HUIT HEURES DE TRAVAIL

Le but naturel de toute société est, sans contredit, le bien-être général de ses membres. Conséquemment, ceux qui sont investis des pouvoirs publics, législateurs et ministres, ont donc pour mission et pour devoir de prendre toutes les mesures nécessaires pour conserver et même pour augmenter ce bien-être. Or, ceux qui détiennent encore actuellement les pouvoirs publics ont rempli leur mission ou leur mandat avec tant de zèle et de désintéressement, qu'aujourd'hui, le plus grand nombre des membres de la société, et précisément ceux-là seuls qui contribuent à la production des richesses sociales se trouvent être dans le plus complet dénuement, — dans une profonde misère.

Cette misère, résultat fatal de notre organisation sociale, a deux causes principales: les chômages de plus en plus fréquents et la dépréciation de la main-d'œuvre. En présence de cette situation qui, le progrès aidant, ne fera que s'aggraver, le devoir de nos gouvernants est de rechercher les moyens de retarder, si non de l'empêcher, le retour des chômages, et de relever les salaires.

Il est une réforme, inscrite dans son programme par le Parti ouvrier, de celles immédiatement réalisables, qui aurait d'heureuses conséquences. Je veux parler de la réduction de la journée de travail à huit heures. En effet, si nous prenons pour base la journée de douze heures, (journée légale, souvent portée à 14, 16 et même 16 heures), en la réduisant à huit, il y aurait la moitié plus d'ouvriers occupés, c'est-à-dire que pour 4.000 travaillant douze heures, il y en aurait 1.500 avec la journée de huit heures. Une autre conséquence heureuse de cette réforme, c'est que les travailleurs inoccupés étant moins nombreux, la concurrence des bras serait moins grande et l'élévation des salaires, si scandaleusement abaissés par les employeurs, cessait d'être chimérique.

Les bourgeois, et même peut-être quel-

! ANDRIEUX !



Lire, à la 3^e page :
LESSIVAGE HEBDOMADAIRE

ques ouvriers, diront qu'en accomplissant cette réforme on ruinerait l'industrie nationale?

C'est une erreur de ces ouvriers et un mensonge de la part des bourgeois.

Ce qui est vrai, c'est que l'outillage des industriels français est très-inférieur à celui des étrangers.

Ce qui est également certain, c'est que les industriels français se moquent de l'industrie nationale comme de Colin-tampon et qu'ils ne sont guidés, dans leurs opérations, que par leur cupidité, par leur désir immodéré de faire rapidement fortune. C'est qu'ils ruinent eux-mêmes l'industrie nationale en persistant à soutenir la concurrence étrangère sur le dos des ouvriers, à coups de diminution de salaires, au lieu de la soutenir au moyen du perfectionnement de leur

outillage.

Cette réforme serait la plus profitable aux intérêts ouvriers, depuis si longtemps méconnus, et elle ne le serait pas moins aux intérêts généraux de la nation. Nos bourgeois gouvernants, qui ne cessent de répéter que l'amélioration du sort de la classe laborieuse est l'objet de leur constante préoccupation, s'en occuperont-ils? leur conduite passée et leur attitude lors de la discussion sur la crise industrielle me permettent d'en douter.

Mais il m'est impossible d'admettre que les ouvriers se contentent plus longtemps de leurs vaines promesses; il faut plutôt croire que, devenus enfin conscients de leurs véritables intérêts, ils chasseront du pouvoir la classe parasite des bourgeois gouvernants, et qu'ils s'empareront eux-mêmes de ce pouvoir pour exproprier leurs exploités et opérer la socialisation des moyens de production, en dehors de laquelle il peut y avoir des palliatifs, mais pas de remède à leur misère.

Just.

Le droit au Capital

Il y a des hommes qui sont la force et la richesse d'un pays et que les bourgeois, dans leur égoïsme, appellent pillards et parageux, un fond immense de simplicité. Cette classe de citoyens, dont l'existence tout entière est vouée à une tâche sans cesse renaissante, pour qui l'impôt est progressif dans le sens de la misère; cette masse, qu'affame périodiquement une société détraquée, est vraiment étrange dans sa honte, dans sa naïve mansuétude. Jetée hors de la production, hors du droit à l'existence par le fait brutal de l'accumulation des produits, elle patiente, elle espère, elle attend; puis, la faim lui travaillant les entrailles, elle descend dans la rue, délibère et demande, quoi? — Du travail.

Ainsi, dans l'ordre anarchique d'une société livrée à l'empirisme individuel le plus absolu, il a plu aux capitalistes, aux détenteurs des forces productives, tous plus ardents les uns que les autres, à grossir le chiffre de leur fortune, de se livrer à un steeple-chase général de l'industrie, du commerce et de la spéculation, de bousculer toutes les lois de la production et de l'échange, de détruire

tout équilibre entre le produit achevé et le produit demandé pour aboutir à un encombrement qui ruine les petits industriels et affame les prolétaires; et ces mêmes prolétaires qui ont tout vendu ou engagé ce qu'ils avaient de valable, qui se sont endettés pour des années après avoir subi mille privations, ne savent que demander du travail. Et quel travail? l'ouverture de chantiers! travaux de terrassement, métier dur exigeant un corps robuste et longtemps exercé; et cela à l'entrée de l'hiver, sous la pluie, la neige, le froid; mal vêtus, mal nourris, et un salaire dérisoire. C'est à ne pas y croire! tandis qu'il y a des millions qui dorment dans la caisse municipale.

Ce n'est pas le droit au travail que vous devez exiger; vous avez travaillé, trop travaillé même, puisqu'il y a encombrement: reposez-vous donc. Le droit au travail est un droit essentiellement conservateur, réactionnaire, qui ne vous a jamais été contesté, jamais marchandé par la bourgeoisie, laquelle a toujours reconnu que vous avez le droit et même le devoir de travailler pour elle, et qui vous l'a prouvé en maintes occasions, par l'intermédiaire de ses soldats, chaque fois que le sentiment de ce droit ou devoir semblait diminuer en vous. Si, aujourd'hui, l'exercice de ce droit ou l'accomplissement de ce devoir est entravé, c'est que la machine est intervenue dans la production et, de par la supériorité de sa puissance productive, elle accapare de plus en plus le droit d'entretenir, à elle seule, la bourgeoisie.

Votre droit véritable est le droit au Capital.

Or, il y a dix millions dans la caisse municipale: c'est à ces dix millions qu'il faut demander le soulagement de vos misères. N'ayez pas de faux scrupules, cet argent est à vous, bien à vous. Vous l'avez produit par votre travail. Excédant de l'impôt perçu sur le travail, sur la consommation, sur la circulation, sur la propriété, l'impôt que vous payez tout entier dans votre loyer, dans votre alimentation et dans la partie considérable du fruit de votre labeur, qui reste entre les mains du capitaliste sous forme d'intérêts, bénéfices et dividendes. Cet excédant est votre épargne, elle a été faite sur votre consommation passée: qu'elle serve à votre consommation présente.

A cet effet, que la municipalité affecte donc immédiatement une partie de cette somme à soulager les besoins les plus pressants, et que la totalité ou une partie du reste soit employée à l'organisation, dans chaque quartier, de marmites populaires ou restaurants municipaux, comme on voudra, où, deux fois par jour, sera servi gratuitement un repas à quiconque présentera une carte délivrée par le syndicat de chaque corporation à tout citoyen sans travail. Les syndicats se meurent faute d'utilité immédiate; voilà certes de quoi les lancer au premier plan de la scène économique. Ils devront être chargés de la statistique des misères dans leurs corporations respectives, et investis du droit de répartition du travail. En dehors de l'établissement de ces restaurants municipaux, il devra être établi, dans cha-

que quartier, des boulangeries et des boucheries livrant le pain et la viande au prix de revient et sous la garantie municipale, de manière que les citoyens pauvres puissent vivre à bon marché. Les syndicats, ainsi chargés de la répartition de l'épargne, les secours prendraient alors leur caractère véritable, qui est celui d'une restitution.

N'oublions pas que la situation actuelle ne peut durer, et qu'il y a un remède aux crises si meurtrières: puisque la machine réalise une économie considérable de travail humain dans l'industrie, il faut à l'avenir, si l'on veut prévenir des catastrophes, employer le seul remède efficace: réduire la journée de travail en raison de la main-d'œuvre économisée par la machine. De cette façon le progrès — car la machine est un progrès — deviendra une cause de bien-être pour les travailleurs en ménageant leurs forces et en supprimant les chômages.

En attendant, travailleurs, reposez-vous.

BRUGNOT.

Lettre parisienne

Mardi prochain, a lieu cette rentrée des chambres réclamée d'une manière si persistante par les Bridois de l'intransigeance. La seule satisfaction que ce fait puisse nous causer, est dans l'espoir que nous en aurons fini avec les lamentations radicales sur le viol d'une pauvre constitution; et, franchement, ce ne sera pas trop tôt: voilà deux mois que les feuilles intransigeantes vivent de l'article neuf, qui aura désormais bien de la peine à justifier son nom.

Est-ce que, durant ce temps, il ne se serait passé aucun événement aussi digne d'attirer leur attention? Oh! il y a bien eu une crise de chômage arrivée à l'état aigu à Lyon et dans quelques autres villes. Mais il faut avouer qu'il est assez difficile de faire des mots sur la misère; le sujet ne prête guère aux pasquinades boulevardières, il n'est pas amusant.

Or, dans le journalisme dont nous sommes dotés l'inaptitude à penser des cervelles dirigeantes, la consigne est de s'amuser. Par exemple, cet amusement de commande est de qualité fort inférieure. Les produits de l'intelligence ont subi la loi générale de la période capitaliste moderne qui aura été par dessus tout l'âge de la sophistication et du postiche; il est vrai que tels qu'ils sont, ces articles frelatés se trouvent à la hauteur d'esprit de ceux auxquels ils s'adressent.

Quand nos amuseurs à tant la ligne ont déniché une chicane bien inepte, une calembredaine suffisamment naïve, ils la font durer longtemps: ce malheureux article 9 devenu vieux à

exigerez qu'elles vous paient en prières: elles vous enverront en paradis, mieux que vos sacs noirs, au nez gorgé de tabac.»

Au lieu de profiter des moments de crise pour une distribution générale des produits et un gauchissement universel, les ouvriers, crevant la faim, s'en vont battre de leur tête les portes de l'atelier. Avec des figures hâves, des corps amaigris, des discours piteux, ils assaillent les fabricants: « Bon M. Chagot, doux M. Schneider, donnez-nous du travail, ce n'est pas la faim, mais la passion du travail qui nous tourmente! » Et ces misérables qui ont à peine la force de se tenir debout, vendent douze et quatorze heures de travail deux fois moins cher que lorsqu'ils avaient du pain sur la planche. Et les philanthropes de l'industrie de profiter des chômages pour fabriquer à meilleur marché.

Si les crises industrielles suivent les périodes de sur-travail aussi fatalement que la nuit le jour, traînant après elle le chômage forcé et la misère sans issue, elles amènent aussi la banqueroute inévitable. Tant que le fabricant a du crédit, il lâche la bride à la rage du travail, il emprunte et emprunte encore pour fournir la matière première aux ouvriers. Il fait produire, sans réfléchir que le marché s'engorge et que, si ses marchandises n'arrivent pas à la vente, ses billets viendront à l'échéance. Acculé, il va implorer le juif, il se jette à ses pieds, lui offre son

force d'être servi, est là pour le prouver. Dès qu'il s'agit d'un état de choses qui aboutit à la faim pour les créateurs de toute richesse, ils mentionnent dans leurs nouvelles cette situation mortelle pour les travailleurs; mais ils s'en occupent beaucoup moins que des favoris en côtelette du sieur Ferry ou des pépites du Tonkin. Voilà qui est palpitant et beaucoup plus propre que les questions d'économie sociale à faire rire les lecteurs comme de petites folles. Malheureusement, ce que ne font pas pour la masse ouvrière victime de notre constitution économique, les gens empressés à prendre ses suffrages mais non ses intérêts, elle n'essie pas de le faire elle-même; elle s'abandonne après avoir été abandonnée. Si elle le voulait cependant, elle qui est le nombre, elle pourrait peut-être imposer à des politiciens n'ayant d'autre souci que leur réélection, le vote des seules mesures efficaces pour elle, en régime capitaliste, contre les crises fatales que ce régime engendre périodiquement.

A l'heure actuelle, avec la perspective du renouvellement de l'an prochain, les députés auront plus que jamais pour unique mobile leur intérêt électoral. La majorité soutiendra tant qu'il lui sera possible le ministère, parce que, grâce au ministère lui octroyant places et faveurs, elle a consolidé sa position, et un changement ministériel pourrait amener des modifications de personnel fâcheuses à ce point de vue. Si, par hasard, elle le renversait, ce ne serait que parce que le ministère s'obstinerait à l'entraîner dans une voie répugnante par trop au sentiment public et de nature dès lors à détourner un nombre considérable de suffrages.

Dans ces conditions, cette crainte exclusive d'effaroucher les électeurs ne pourrait-elle pas parvenir à annuler le mauvais vouloir réel des députés? Il est probable que oui, si un grand mouvement d'opinion se produisait chez les intéressés, si les travailleurs privés de salaire ne se bornant pas à souffrir en silence, se mettaient à réclamer en masse le remède à leurs souffrances, qui ne saurait être aujourd'hui que pour le présent, une large ouverture de crédit et la réduction légale de la journée de travail à huit heures pour l'avenir.

Si la classe ouvrière, sortant enfin de la torpeur à laquelle la réduit une abrutissante résignation, se décidait à lutter pour elle-même, s'il se créait une puissante agitation sur la base que je viens d'indiquer, si les députés, bientôt coureurs de candidatures, sentaient derrière cette agitation une multitude organisée, dont le bulletin de vote tant convoité menaçait de leur échapper, il se pourrait que l'intérêt personnel immédiat leur inspirât de salutaires réflexions et tirât d'eux ce que l'intérêt de classe les pousse à refuser.

Dans le cas où ils céderaient, ce serait tout gain pour la classe ouvrière. S'ils ne cédaient pas, elle y gagnerait de savoir — ce dont hélas! elle est encore à être convaincue — qu'elle n'a rien à attendre des hommes, quelle que soit leur éti-

sang, son honneur. « Un petit peu d'or ferait mieux mon affaire, répond le Rothschild, vous avez 20.000 paires de bas en magasin, elles valent vingt sous, je les prends à quatre sous. » Les bas obtenus, le juif les vend six et huit sous, et empoche de frétilantes pièces de cent sous qui ne doivent rien à personne: mais le fabricant a reculé pour mieux sauter. Enfin, la débâcle arrive et les magasins dégorgeant; on jette alors tant de marchandises par la fenêtre, qu'on ne sait comment elles sont entrées par la porte. C'est par centaines de millions que se chiffre la valeur des marchandises détruites; au siècle dernier on les brûlait ou on les jetait à l'eau. (1)

Mais avant d'aboutir à cette conclusion, les fabricants parcourent le monde en quête de débouchés pour les marchandises qui s'entassent; ils forcent leur gouvernement à annexer des Congo, à s'emparer des Tonkin, à démolir à coups de canon les murailles de la Chine, pour y écouler leurs cotonnades. Aux siècles derniers, c'était un duel à mort entre la France et l'Angleterre à qui aurait le privilège exclusif de vendre en Amérique et aux Indes.

(A suivre)

Paul LAEARGUE.

(1) Au Congrès industriel tenu à Berlin, le 21 janvier 1879, on estimait à 568 millions de francs la perte qu'avait éprouvée l'industrie du fer en Allemagne pendant la dernière crise.

(5)

FEUILLETON

LE DROIT A LA PARESSE

Réfutation du « Droit au Travail » de 1848.

Vêtues de pied en cap, et fringantes, elles vous feront plaisir à contempler. Allons, pas de tergiversations; — vous êtes ami de l'humanité, n'est-ce pas, et chrétien par dessus le marché? — Mettez à la disposition de vos ouvrières la fortune qu'elles vous ont édifée avec la chair de leur chair. — Vous êtes ami du commerce? — Facilitez la circulation des marchandises; voici des consommateurs tout trouvés; ouvrez leur des crédits illimités. Vous êtes bien obligés d'en faire à des négociants que vous ne connaissez ni d'Adam ni d'Eve, qui ne vous ont rien donné, pas même un verre d'eau. Vos ouvrières s'acquitteront comme elles le pourront; si, au jour de l'échéance, elles gambettisent et laissent protester leur signature, vous les mettez en faillite, et si elles n'ont rien à saisir, vous

quête politique, enrôlés dans les rangs de la bourgeoisie, et elle agirait alors en conséquence. Ainsi, des deux côtés, elle a avantage à mettre ses mandataires au pied du mur; il ne serait que temps qu'elle le comprît.

Gabriel DEVILLE.

Nos souvenirs

10 octobre 1793 — Procession symbolique à Arras, en l'honneur du calendrier scientifique de l'arbre d'Eglantine.

16 octobre 1791 — Les révolutionnaires, ayant à leur tête JOURDAN, massacrent les partisans du pape, à Avignon. — Lescuyer, fils, âgé de seize ans, venge dignement son père mas sacré par les papistes, avec des raffinements d'horrible barbarie.

16 octobre 1793 — Exécution de la femme Capet.

17 octobre 1308 — Fondation de la république suisse.

Tribunaux

LE GRAND COMLOT ANARCHISTE

Mercredi, 24 septembre dernier, est venue devant la 11^e chambre correctionnelle du tribunal de la Seine l'affaire des anarchistes.

On connaît les faits.

La police, toujours vigilante, avait cru découvrir chez quelques citoyens des engins explosibles. Et comme ces citoyens appartiennent au parti révolutionnaire, il n'en avait pas fallu davantage pour autoriser les poursuites.

On avait donc cité les citoyens Joutant, dit Rozier, Seigné, les citoyennes Dejeux et Rozier; cette dernière, mère de l'accusé du même nom, comme responsable civilement.

Dès le début, le jeune Joutant a lu une déclaration annonçant que les juges n'étaient que les organes de la bourgeoisie, il se réservait de ne répondre qu'à sa convenance et quand il lui plairait pour exposer ses principes.

Après l'audition des témoins, Joutant a lu, avec beaucoup d'énergie, une protestation que nous regrettons de ne pouvoir mettre tout entière sous les yeux de nos lecteurs. Le défaut d'espace nous condamne à n'en donner que quelques extraits:

« Quand une société est basée sur l'égoïsme, que pour satisfaire les insatiables appétits de quelques privilégiés, pour assouvir la cupidité d'une poignée de parasites, elle en arrive à repousser les travailleurs du banquet de la vie, un devoir s'impose à la masse des producteurs: lever l'étendard de la révolte au nom du droit à l'existence, de l'équité et de la justice.

« N'est-il pas honteux, dans une société qui se dit civilisée, de voir des familles entières livrées à la merci de ce monstre que l'on appelle la faim, tandis que les magasins regorgent d'aliments. N'est-il pas dégradant de voir femmes et enfants n'avoir pas même un gîte pour s'abriter, alors que quantité de logements restent inoccupés ?

« La dernière statistique officielle avoue, à la honte de la société, qu'actuellement il y a, dans Paris, plus de 189.000 ouvriers privés de gîte et de toute nourriture, et réduits à tendre la main pour ne pas mourir de faim.

« Voici les chiffres que donne, à ce sujet, M. le docteur Bertillon :

« La misère tue annuellement, en France, 190.000 personnes, dont 26.000 vieillards mourant physiologiquement trop tôt, 60.000 enfants succombant avant 9 ans, sous l'influence de la misère, 60.000 employés dans les manufactures, 44.000 adultes, travailleurs fauchés par les accidents, l'insalubrité du métier et l'insuffisance de la nourriture.

« La révolution est un besoin, mieux que cela, un devoir qui s'impose. Nous nous considérons comme des criminels si, ayant la force en notre pouvoir, nous ne la mettons à profit.

« Dans les révolutions passées, on a craint d'employer les moyens trop violents, on a craint des exactions, on a protégé la propriété contre toute atteinte. Nous ne retomberons pas dans les mêmes erreurs; la révolution sera éminemment économique. Loin de protéger la propriété, nous dirons aux révoltés: — Descendez de vos gâletas insalubres et prenez place dans ces maisons, vous vous y trouvez dans de bonnes conditions d'hygiène. — Nous dirons à ceux qui sont en guenilles: — Entrez dans ces magasins où sont des vêtements; prenez, tout vous appartient.

« Puis, les moyens les plus terribles seront les nôtres, car nous avons hâte d'en finir, une bonne fois pour toutes. »

On juge de l'effet de ces paroles, prononcées avec énergie et conviction, en plein palais de Justice.

A son tour, Seigné a présenté sa défense avec beaucoup de netteté.

Puis notre ami, le citoyen Agryadès a abordé la défense de M^{me} Rozier, citée comme responsable des actions de son fils mineur. Dans des termes très-précis, il a démontré son irresponsabilité, enfermant l'accusation dans ce dilemme :

L'article 1384 du code civil dit que les parents ne sont pas responsables quand ils ne connaissent pas les faits reprochés aux enfants mineurs. Eh bien! de deux choses l'une: ou elle connaissait le fait, et dans ce cas elle était complice de son fils; ou elle ne le connaissait pas, et alors il n'y a pas de responsabilité.

Parlant ensuite d'Eugène Rozier, le citoyen Agryadès dit qu'il n'est pas un délinquant ordinaire, mais qu'au contraire il est une nature d'élite et un caractère bien trempé pour défendre une idée; une de ces âmes avides d'idéal, qui, selon l'expression d'un membre de l'Institut gémissent et s'indignent des maux qui affligent l'espèce humaine.

Quant aux juges, ils ont condamné Seigné à huit mois de prison et 50 fr. d'amende, et Eugène Joutant à dix mois et 50 fr.; la citoyenne Rozier a été déclarée responsable.

La citoyenne Dejeux a été acquittée.

Après quoi les condamnés se sont retirés en criant :

Vive l'Anarchie !

Mots de combat

La révolution française nous apparaît comme un immense drame dont le dénouement restera suspendu aussi longtemps que le principe égalitaire, en vertu et au profit duquel cette révolution a commencé et se prolonge, n'aura pas triomphé de toutes les résistances et ne dominera point le système pratique de notre organisation politique et civile.

DULAURE.

L'huile est toujours de l'huile, mais il y a enseigne et enseigne!... Pour des singe vert, des tête noir, des boule rouge, on peut faire poser les bourgeois; mais pour des bonne-foi!! c'est plus ça.

GAVARNI.

Le Capital n'apparaît que là où la production marchande et le commerce ont déjà atteint un certain degré de développement. L'histoire moderne du capital date de la création du commerce et du marché des deux-mondes au XVI^e siècle.

Karl MARX.

L'esclavage ancien, modifié seulement dans ses formes, et modifié au détriment de l'esclave, subsiste encore de fait au sein des sociétés modernes, même les plus avancées; mais il y est en contradiction avec l'idée et le sentiment inébranlablement établis désormais dans la raison publique et la conscience universelle.

(De l'esclavage moderne)

LAMENNAIS.

ECHO des services hospitaliers

Il nous arrive, sur l'administration de l'asile d'Albigny (Section des reclus volontaires), des renseignements que nous publions avec l'espoir qu'ils sont inexacts.

1^o Est-il vrai que la viande et les légumes de l'ordinaire sont de qualité très-inférieure, mal propres et préparés sans soins, que la soupe ne se compose que d'eau bouillie dans laquelle se courent après quelques croûtons de pain, et où les légumes brillent par leur absence ?

2^o Est-il vrai que le pain fourni par l'adjudicataire, boulanger, à Neuville, n'est ni cuit ni à cuire (sans jeu de mots) et immangeable grâce à la qualité mauvaise des farines employées ?

3^o Est-il vrai qu'on oblige les reclus volontaires à faire maigre le vendredi et autres jours de balancière romaine ?

4^o Est-il vrai que, de 6 heures du soir à 5 h. 1/2 ou 6 heures du matin (selon la saison) les reclus volontaires soient enfermés à clé dans les dortoirs, et que, durant ces 11 ou 12 heures d'emprisonnement, aucune visite ne leur soit faite, qu'aucune surveillance ne soit exercée, ce qui rendrait critique la position du pensionnaire indisposé ?

5^o Est-il vrai que les ouvriers, tel que les condamnés et les cultivateurs ne sont payés que sept sous par jour! que les dévideuses de coton ou de laine ne soient payées à façon qu'à raison de » 20^e le K^e; les racleurs de réglisse à 0.10^e le K^e; les coupeurs de Salsepareille » 20^e et les choisisseurs ou trieurs de café, haricots, etc., de » 05 à » 20^e le K^e ?

6^o Est-il vrai que ces différents salaires ne sont payés que tous les mois et que l'administration s'empare de la moitié du montant ?

Nous insisterons jusqu'à réponse.

Un contribuable.

LESSIVAGE HEBDOMADAIRE

Andrieuseries

Si Jean a jamais été épaté de sa vie, c'est bien l'autre jour, à la réunion des ventres creux, quand j'ai vu Andrieux s'abriter à la tribune. Pourtant, j'aurais dû me méfier car, depuis un moment, ça chelinguait dans la salle: je pouvais pas bien définir l'odeur; je me disais est-ce les membres de la commission qui ont peur qu'on leur demande des comptes et qui ont fait dans leurs culottes ? Est-ce Comber qui s'est amonné après avoir manié des cataplasmes ? Etc. un maquereau qui s'est introduit, ou, parmi les dames assises au premier rang, y a-t-il une grue qui s'est trompé d'heure ? Le goût était si étrange que je savais pas si ça sentait la merde, le camphre, la marée ou le patchouly. Ni l'un ni l'autre: ça puait la trahison !

Le gone a blanchi et engraisé, c'est plus mon Andrieux de 69; il a modifié son type bohème, vadrouille; le mouvement serpentin du corps est atténué, le clignotement des yeux est moins ostensible, le nez a gonflé, la moustache a plus de rudesse, la perruque a disparu (moins le toupet); le tronc a pris de la puissance, le ventre est devenu apparent. Il y a, aujourd'hui, chez cet homme, du sous-lieutenant en retraite, du roussin en activité et du marlou de la haute.

Tonnerre de dieu, c'est égal, ça peut pas dire qu'il lui manque d'aplomb ! l'animal se présente tout guilleret, devant trois mille gones yonnais à qui il a rien dit depuis 14 ans, la bouche en cœur, les paupières de l'œil gauche baissées, l'épaule droite plus haute que l'autre, les mains jointes; et, i' commence.... Mais paf ! c'est dans la salle que ça commence aussi. Quel chahut ! mena de potin, ça crie et ça gueule de tous côtés, les poings

et les pieds trépièrent que c'en est tordant. — Traître! jésuite! charlatan! pourri! — c'est les compliments qui reçoit de ses chers concitoyens, comme i' nous appelle. Farjat, de chez nous, se roule sur son fauteuil présidentiel et se presse guère de rétablir l'ORDRE, et il a bien raison, parce que c'est soulageant de voir et d'entendre ça.

Enfin, le boucan cesse. Il paraît que tous les camarades ont des fautes de jeunesse à expier, car ils se résignent à faire pénitence un quart d'heure; chacun se serre le nez entre le pouce et l'index, s'applique la main gauche sur un oeil — pour n'en risquer qu'un — se promet de s'injecter les conduits auditifs en rentrant à domicile. Enfin, toutes les préservatrices prises, Andrieux peut parler.

Ce qu'il a dit, vous le savez, puisque tous les camarades d'ici et d'ailleurs l'ont répété; mais ce qu'ils vous ont pas dessiné, c'est la tête de Louis quand le grand Taix lui a demandé s'il était encore décidé, comme en 69, à se mettre à notre tête pour aller prendre l'Hôtel-de-Ville, et s'il croyait toujours qu'il soit nécessaire de garder les bulletins de vote pour embourrer les fusils? Taix, mon ami, t'es un grand méchant; t'es content que t'as mis les gens dans l'embarras; tu as commis une mauvaise action, va! Andrieux a été forcé de dire, une fois, franchement ce qu'il pense; grâce à toi, il a avoué que le moment était venu où il était urgent de défaire les cartouches pour en faire des bulletins de vote portant son nom.

Si le grand Taix a été dur pour toi, le petit Deloche n'a pas été bien tendre, hein? Qu'en dis-tu de la volée qu'il t'a foutue? dis? Oh! la la! quelle trifouillée! Tu as eu beau regimber, tu l'as reçue en plein dos, tu dois avoir l'échine meurtrie? Ah! mon vieux chenapan! tu croyais que la graine de communard ça disparaissait comme ça? Tu te figurais pas que l'oncle que tu as fait fusiller avait laissé un neveu? tu n'en doutes plus, n'est-ce pas?

Moi, si j'avais le filet aussi bien coupé que Deloche et ceux qui t'ont attigé, je serais grimpé à la tribune et j'aurais dit qu'un mufe comme toi mérite d'abord des coups de griffons par le cul, et qu'ensuite, puisque t'as fait tant de choses basses pour avoir une place haute, i' en a une que les prolos peuvent pas te refuser: c'est de te loger à un réverbère.

Seulement, ça, c'est un conseil qu'on peut donner à une tribune, mais jamais dans un journal; et malheureusement, moi, je suis pas orateur, je suis seulement journaliste pour vous servir.

Jean CHARRETIER,
victime de la crise.

FÉDÉRATION Socialiste révolutionnaire du Centre

Frères de Lyon,

La faim qui s'est abattue sur votre vaillante population ouvrière émeut le Proletariat non seulement de France, mais du monde entier, qui suit avec anxiété la lutte que vous avez engagée contre le plus homicide des chômages.

En allant droit aux pouvoirs publics, pour les rendre responsables de crises, qui sont le fruit naturel et fatal de l'anarchique société bourgeoise et pour les sommer d'avoir à y porter remède, vous avez posé la question sur son véritable terrain, en même temps que vous repreniez la tradition révolutionnaire de vos pères, les héroïques canuts de 1831 et 1834.

Quelque soit leur étiquette politique, les gouvernants ne sont en effet que les représentants de la classe capitaliste, qui,

par cela qu'elle monopolise tous les moyens de production et d'échange et qu'elle entend être seule à les diriger, doit porter le poids de tous les désordres qu'elle entraîne, dans le domaine industriel et commercial, son incapacité de plus en plus éclatante; ils ont d'autre part, entre les mains, le moyen de parer aux misères qu'ils ont provoquées, puisqu'ils disposent de la fortune publique qu'ils mettent si bénévolement et si largement à la disposition des sucriers, des éleveurs de bétail, des actionnaires de chemins de fer, des porteurs de dettes Tunisienne et Egyptienne et autres capitalistes plus ou moins aux abois.

En frappant à cette caisse, qui s'ouvre si facilement aux besogneux de la classe improductive et en exigeant extraordinairement votre part des milliards qu'elle renferme, vous êtes d'autant plus dans votre droit, que vous êtes les seuls à la remplir.

Persévérez dans cette voie et vous aurez avec vous, combinant leur effort aux vôtres, tous les travailleurs qui savent aujourd'hui que l'impuissance de l'Etat en matière économique, prêchée par les politiciens et les économistes de la Bourgeoisie, n'existe que lorsqu'il s'agit des intérêts ouvriers, et qui ont adopté pour tactique de s'imposer à l'Etat bourgeois en attendant de pouvoir s'en emparer de haute lutte.

Sur ce champ d'action, par suite des circonstances exceptionnelles que vous traversez, vous vous trouvez être l'avant-garde de l'armée ouvrière en marche pour son émancipation. Frères de Lyon, ce n'est pas seulement votre cause que vous soutenez, c'est celle de la classe ouvrière tout entière que vous avez en main et dont vous avez charge.

A quelque provocation, par suite, que vous puissiez être en butte, vous élevant à la hauteur de votre mission, vous contiendrez vos plus légitimes impatiences et comprenant, par l'expérience du passé, que toute révolte locale est condamnée fatalement à la défaite, vous tiendrez à ne pas précipiter les événements, à donner le temps à vos frères de Paris et des autres centres ouvriers de France d'arriver à votre niveau révolutionnaire, de façon à ce que ce mouvement généralisé aboutisse non pas comme jusqu'à présent à l'écrasement ouvrier, mais à l'écrasement de la classe capitaliste et à l'établissement de la République du travail.

Pour la Fédération socialiste révolutionnaire
du Centre, du Parti ouvrier et par ordre:

Le président de séance, Les assesseurs,
JÉHOVA. HENNET et PERRIN.
Le secrétaire,
LE TAILLEUR.

Paris, 3 octobre 1884

MOUVEMENT SOCIAL

PARIS — Le président de la République, mince alors!... a signé un décret, en conseil des ministres (la belle diable!) qui convoque la chambre pour le 14 octobre.

Dans sa dernière réunion, le comité du monument des Fédérés a confirmé la décision prise dans la séance précédente, d'après laquelle la commission est chargée de faire auprès du préfet de la Seine, de la chambre et du conseil municipal, les démarches nécessaires pour l'érection du monument.

Les groupes socialistes de Paris, en attendant mieux, réclament le pain à 60 centimes les deux kilog.; il faut de suite revenir à la taxe; la campagne est vive, il ne faut point nous lasser: Lyonnais, imitez-nous.

Dans sa séance du 30 septembre, et sur la proposition des délégués du XIV^e arrondissement, le Comité révolutionnaire central a donné mandat au citoyen Vaillant, de réclamer, devant le conseil municipal, un service public de l'alimentation pour la ville de Paris livrant aux habitants les denrées au prix de revient, spécialement en ce qui concerne le pain et la viande.

La préfecture de la Seine vient de publier, sur les consommations alimentaires de Paris, un rapport plein de constatations établissant, avec preuves, que la misère publique, grâce aux institutions bourgeoises et capitalistes en vigueur, n'a cessé, depuis dix années, de suivre une marche ascensionnelle.

En 1883, diminution de 6.717.441 kilog. sur la viande de boucherie malgré l'accroissement de la population; mais, en revanche, 9.485 chevaux, 307 ânes et 40 mulets ont été dévorés par la population pauvre.

Ce même rapport contient aussi des renseignements intéressants sur l'élévation du prix d'un grand nombre de denrées, de l'habillement et des loyers. — A quand, voleurs et affameurs, le règlement des comptes?

ALLEMAGNE — C'est le 28 octobre qu'auront lieu les élections. Aussi Bismarck prend ses précautions contre les socialistes. Nous apprenons que le *Staats Anzeiger* vient de publier deux arrêtés de l'Etat prussien prorogeant, jusqu'au 30 septembre 1885, l'état de siège à Berlin, Altona, Hambourg, et environs; de plus, on se prépare à pour suivre tous les socialistes qui ont pris part au congrès de Copenhague. Non-seulement Bebel, mais Wollmar, Auer (Schwerin), Dietz (Stuttgart), Viereck (Munich), et d'autres encore, vont être traduits devant les tribunaux et jugés.

LEIPZIG — La police vient de saisir, dans cette ville, des proclamations socialistes, en faveur de Bebel et Viereck; nos amis les prolétaires allemands sauront, malgré tout, faire leur devoir, et nous avons la ferme conviction que la campagne électorale prochaine sera une victoire pour le parti ouvrier allemand.

COÏNCIDENCE — Il y a huit jours, arrivaient à Lyon trois agents de police parisiens, appartenant à la brigade des recherches (Section politique).

Il y a trois jours, une bombe éclatait sous la fenêtre d'un capitaine de gendarmerie, pendant son absence, et brisait deux vitres.

Notre avis est qu'il n'y a pas que Bismarck qui emploie des Weiss.

SOUSCRIPTION Permanente

POUR LA PROPAGANDE SOCIALISTE

Groupe le Progrès.....	1 ^{re} »
Reliquat.....	» 10 ^e
Bourbaki.....	1 ^{re} »
	2.10

Listes précédentes 13.50
A ce jour... 15.60

Nous prions instamment nos correspondants de régler le plus tôt possible les numéros vendus.
L'Administration.

Paraîtra le 1^{er} décembre 1884:

LA QUESTION SOCIALE, Revue des idées collectivistes, anarchistes du mouvement révolutionnaire des deux-mondes.

Bureaux: 52, rue Monge, Paris. Abonnement, 1 an: 3^{fr}

PARTI OUVRIER — Réunion plénière, samedi 11.

Le Gérant, L. PERRIN.

Lyon — Imp. Vacher, rue Champier, 1